

Perspectives

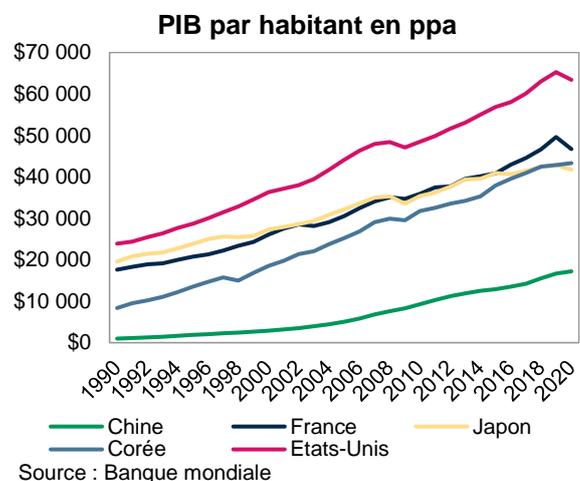
Apériodique – n°22/057 – 11 février 2022

Le point de vue

L'insolente santé de l'économie coréenne

L'écart se creuse entre la Corée et le Japon. C'est la conclusion de l'économiste Richard Katz, grand spécialiste de l'économie japonaise. En 2020, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, atteignait 43 319 dollars en Corée et 41 733 dollars au Japon, confirmant la trajectoire fulgurante de la Corée depuis les années 1980. À ce rythme, le PIB par habitant nominal sud-coréen pourrait dépasser celui des Japonais à horizon 2027.

En 2021, le commerce extérieur coréen a également atteint un niveau record : 1 260 milliards de dollars en cumulant exportations et importations, soit plus de 75% du PIB. Les exportations, portées par les ventes de semi-conducteurs et de produits pétrochimiques, ont bondi de 25,8% en valeur.



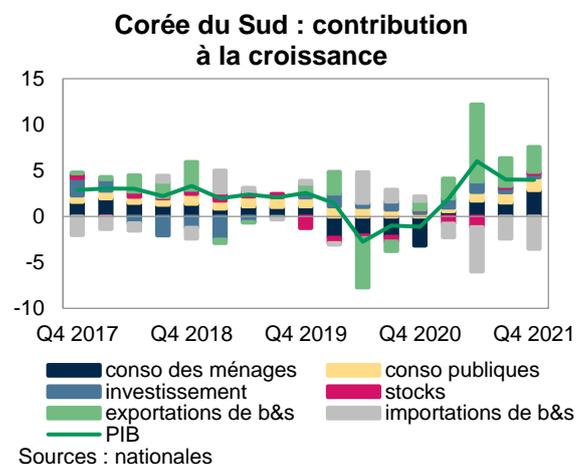
Et la liste des performances sud-coréennes en 2021 ne s'arrête pas là : croissance à 4% – après une très modeste récession de 0,9% en 2020 – qui devrait se maintenir autour de 3% en 2022, investissements directs étrangers (IDE) entrants records, à 18 milliards de dollars, soutenus par le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), et notamment le rachat par l'entreprise allemande, Delivery Hero, de l'application de livraison de nourriture numéro un en Corée, Baedal Minjok.

Tous les voyants sont au vert, ce qui tranche avec la situation plus nuancée des pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) ou même celle de la Chine, qui concentre un certain nombre d'interrogations¹, qui portaient pourtant jusqu'ici la croissance asiatique.

Comment expliquer ces performances ?

Le premier facteur reste la maîtrise de la situation sanitaire en 2020, qui a permis à la Corée de limiter les mesures trop contraignantes pour l'activité. Bien sûr, le pays n'a pu éviter la récession, en raison notamment du recul de la consommation privée. En 2021, tout l'enjeu était donc de raviver ce moteur, ce qui a été chose faite à partir du deuxième trimestre.

Alors que la campagne de vaccination prenait beaucoup de retard, elle a finalement décollé durant



¹ Pour en savoir plus, consultez : [Chine – 2022, ou la lutte annoncée de la structure et de la conjoncture – 24 janvier 2022](https://etudes-economiques.credit-agricole.com/fr/actualites/2022/01/24/chine-2022-ou-la-lutte-annoncee-de-la-structure-et-de-la-conjoncture)

l'été, si bien que 86% de la population est maintenant totalement vaccinée. Le choc de confiance a bien eu lieu, et les ventes au détail affichent depuis trois mois des hausses à deux chiffres et ont fortement contribué à la croissance du dernier trimestre.

Le deuxième facteur est bien sûr la spécialisation sectorielle extrêmement porteuse de l'économie coréenne, dont l'entreprise Samsung est l'un des meilleurs représentants. L'explosion mondiale de la demande de semi-conducteurs a permis à la Corée de maintenir une balance commerciale et courante largement excédentaire (le solde courant a atteint 4,9% du PIB en 2021), dans un domaine stratégique dans lequel le pays a pris beaucoup d'avance.

En définitive, même si la course technologique est engagée – la Chine espérant atteindre une plus grande autonomie stratégique dans ce domaine dans les prochaines années – l'avance coréenne est conséquente, et fait presque jeu égal avec les Taïwanais de TSMC, à la frontière technologique sur ce marché.

Cette avance technologique, couplée à la taille du marché intérieur, explique aussi l'attractivité coréenne en matière d'IDE.

Le troisième facteur se situe au niveau des politiques publiques menées en 2020-2021. Coutumières de la rigueur, voire de l'orthodoxie budgétaire, les autorités coréennes ont quelque peu changé de paradigme en faisant voter des budgets historiquement élevés, afin de financer des plans de relance d'une ampleur historique, d'inspiration plutôt keynésienne. Si bien que le déficit budgétaire a atteint 4,4% du PIB en 2021, mais devrait repasser sous la barre des 3% dès l'an prochain, en accord avec la règle d'or budgétaire.

Les plans de relance s'articulent autour de deux volets : celui du « *Korean New Deal* », centré autour de la révolution verte et technologique, plutôt à destination des entreprises, et un volet plus social, visant à réduire le niveau des inégalités dans la société, notamment parmi les populations jeunes et retraitées, et à faciliter l'accès au logement, dont les prix ont de surcroît grandement accru l'endettement des ménages ces dernières années.

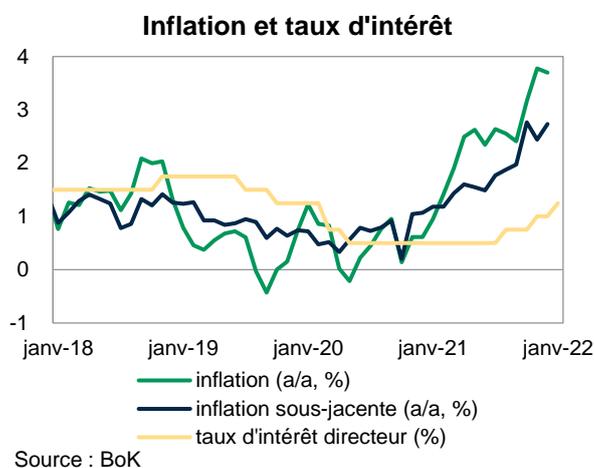
Et l'inflation ?

À l'instar du reste du monde, la Corée n'échappe pas à la remontée de l'inflation, notamment en raison de la flambée des prix des hydrocarbures dont elle est importatrice nette. L'inflation atteignait ainsi 3,7% en glissement annuel en décembre.

Confortée par la puissance de la reprise, la Banque centrale coréenne (BoK) a été parmi les premières à procéder à une hausse des taux : +25 points de base en août, suivies par deux nouvelles hausses de 25 points de base en novembre et en janvier. Le taux directeur a ainsi déjà retrouvé son niveau pré-crise, à 1,25%.

Les minutes de la BoK laissent entendre que des ajustements supplémentaires sont loin d'être exclus, et que le taux directeur pourrait atteindre 1,75% d'ici la fin de l'année, en fonction de l'évolution côté Fed.

La Corée est indiscutablement l'une des grandes gagnantes de la crise. Sa bonne gestion sanitaire lui a permis de maintenir un profil de croissance équilibré, et sa spécialisation porteuse – assise sur une véritable avance technologique – lui permet encore de compter sur une demande extérieure dynamique au cours des prochaines années. Ne lui reste plus qu'à régler ses problèmes structurels, liés principalement à la forte montée des inégalités ayant accompagné la croissance, qui devraient être au cœur des enjeux électoraux cette année. L'élection présidentielle, déjà entachée par un certain nombre de scandales de corruption, aura lieu le 9 mars prochain. ■



Sophie Wieviorka
Sophie.wieviorka@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
09/02/2022	<u>France – Comprendre l'accélération récente et les écarts d'inflation suivant les habitudes de consommation</u>	France
09/02/2022	<u>Mexique – Élève sérieux et appliqué</u>	Amérique latine
08/02/2022	<u>Ukraine – L'hiver de la grande incertitude</u>	PECO
07/02/2022	<u>Parole de banques centrales – La BoE à la conquête du temps perdu</u>	Royaume-Uni
04/02/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/02/2022	<u>Parole de banques centrales - BCE : entre la lettre et l'esprit, les marchés achètent l'esprit</u>	Zone euro
03/02/2022	<u>L'indispensable recyclage des métaux</u>	Mines & métaux
03/02/2022	<u>Inde – Acheter du temps pour soutenir la reprise</u>	Inde
02/02/2022	<u>Zone euro – Conjoncture, flash : une première estimation du PIB à 0,3% au T4 2021</u>	Zone euro
02/02/2022	<u>Mexique – Le risque de résistance de l'inflation</u>	Amérique latine
01/02/2022	<u>Turquie – La crise, derrière l'apesanteur</u>	Turquie
31/01/2022	<u>États-Unis – La Fed confirme le démarrage très proche de son resserrement monétaire</u>	États-Unis
28/01/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
28/01/2022	<u>France – Conjoncture, Flash PIB : le PIB poursuit sa marche en avant</u>	France
27/01/2022	<u>Draghi ou pas Draghi ? Une élection à enjeux en Italie</u>	Italie
27/01/2022	<u>Zone euro – Grande démission ? Non merci</u>	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier

 Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr
Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :
Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>
iPad : application **Etudes ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.